

**SON DG L'A AFFIRMÉ HIER****La Bourse d'Alger prévoit un milliard de dollars de niveau de capitalisation à fin 2016**

**La Société de la Bourse d'Alger prévoit d'atteindre un niveau de capitalisation de 1 milliard de dollars d'ici à la fin de cette année, avec l'entrée en Bourse des deux sociétés Biopharm et la cimenterie de Aïn El Kébira.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir) -** La société se fixe comme objectif d'atteindre «au moins 10 milliards de dollars» de capitalisation dans les 5 prochaines années, avec l'arrivée des huit entreprises publiques autorisées par le Conseil des participations de l'Etat (CPE) dans sa résolution adoptée le 21 janvier 2014, à entrer en Bourse et l'arrivée éventuelle des entreprises privées.

C'est ce qu'a fait savoir, hier, le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, lors de son passage au forum économique d'*El Moudjahid*, ajoutant que ces arrivées éventuelles permettront de dépasser «très largement» cette capitalisation dans les «délais très rapprochés», selon Yazid Benmouhoub.

Deux autres entreprises publiques, parmi les huit prévues, devront faire leur entrée en Bourse «au courant du second semestre 2016», a indiqué Benmouhoub qui n'a pas souhaité dévoiler leur identité. «Elles sont encore au stade de l'évaluation», précise le DG de la Bourse d'Alger.

Pour rappel, la Bourse d'Alger avec un niveau de capitalisation de 15 milliards de DA reste l'une des plus faibles à l'échelle régionale, loin derrière la Bourse de Tunis (10 milliards de dollars de capitalisation) et la Bourse saoudienne Tadaoul avec 400 milliards de dollars de niveau de capitalisation. L'autorisation donnée aux entreprises publiques d'entrer en Bourse entre dans le cadre de la politique de redynamisation de la place boursière frappée d'inertie.

A propos de l'emprunt obligataire national, annoncé récemment par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, l'hôte d'*El Moudjahid* a estimé qu'il était «intéressant» dans la mesure où il n'y a pas de risque de change. De plus, Benmouhoub a qualifié de «très intéressant» le taux de 5% de rémunération proposé, en comparaison avec ce qu'offrent les banques sur les dépôts bancaires qui ne dépassent pas 2,75%.

Le DG de la Bourse a tenu à signaler que si cet emprunt devait passer par la Bourse – le gouvernement n'ayant pas encore tranché sur les modalités – le rendement de 5% serait net car il n'y a pas d'imposition. Aussi, cet emprunt va permettre de capter l'épargne, Yazid Benmouhoub suggérant que cet emprunt soit le plus large possible, autrement dit adressé au grand public. Car, un emprunt exclusivement institutionnel n'aura pas de sens et ce n'est pas le but recherché, souligne-t-il.

L'initiative de lancer un emprunt obligataire national est qualifiée d'audacieuse et de courageuse par le DG de la Bourse, ajoutant que l'arrivée de cet emprunt pourrait intéresser les citoyens qui détiennent des fonds en dehors du circuit formel. Cependant, Benmouhoub signale qu'en dehors du taux de rémunération de 5%, les autres modalités de l'emprunt dont le lancement est prévu en avril, ne sont pas connues.

A propos de la volonté de certaines grandes sociétés nationales d'aller lever des fonds à l'étranger, à l'instar de la Sonelgaz, Yazid Benmouhoub estime que l'idéal aurait été de prospecter d'autres pistes, notamment permettre à des fonds d'investissements étrangers de venir investir sur la place d'Alger. Ce qui permet à la fois d'éviter les risques de change et une disponibilité des liquidités.

«Lorsqu'une société s'endette à l'étranger le risque de change peut lui être préjudiciable. Dans un environnement d'incertitude à l'échelle planétaire, une telle option risque de pénaliser nos entreprises. La venue de ces fonds d'investissements permettra non seulement de réduire le risque de change, mais aussi assurer une disponibilité importante de liquidités», observe-t-il.

Y. D.

## **MAÎTRE NADIA AÏT ZAÏ, JURISTE ET DIRECTRICE DU CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION SUR LES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FEMME (CIDDEF) :**

# «Il y a une avancée en matière législative, mais les femmes sont violentées à tout âge»

Entretien réalisé par  
Salima Akkouché

**Le Soir d'Algérie : Estimez-vous qu'il y a eu une avancée en matière des droits de la femme ?**

**Nadia Aït Zaï :** Oui, je pense que oui, en tout cas en matière de législation, tout le processus de construction de modification des lois, de l'adoption de nouvelles lois a permis davantage de protection pour la femme et l'octroi d'un certain nombre de droits, le code de la famille, le code de la nationalité, le fonds de pension alimentaire, le fonds de garantie, jusqu'à la dernière modification du code pénal, je pense que le processus qui s'est engagé depuis plus de dix ans a, quand même essayé de consolider des acquis et de mettre en place une protection et il reste maintenant les mentalités qui doivent suivre.

**Les textes à eux seuls ne suffisent donc pas ?**

Les textes de loi sont importants, il faut qu'ils existent, parce qu'ils sont protecteurs et ils octroient des droits, les textes de loi sont primordiaux, parce qu'il faut qu'on avance sur les comportements sociaux. Maintenant, il y a des actions à mener en direction des citoyens parce qu'il faut qu'ils changent leur regard sur la femme, leur comportement envers la



Photo : DR

Maître Nadia Aït Zaï.

femme, ce sont des actions qui doivent relever du secteur public, du mouvement associatif et de l'école qui est la première à éduquer à l'égalité.

**Quel genre d'actions ?**

Il faut mettre en place des programmes d'éducation au niveau des écoles, déjà dans les livres scolaires il faut introduire

l'égalité entre la fille et le garçon pour leur apprendre qu'ils sont égaux et qu'il n'y a pas de figure représentative de la discrimination et des actions que peuvent entreprendre les pouvoirs publics et le mouvement associatif dans les domaines de la vulgarisation, la sensibilisation et le programme de formation.

**Est-ce qu'il y a déjà eu des dépôts de plainte ?**

Je ne sais pas, c'est au niveau des commissariats.

**Quelle est la tranche d'âge la plus vulnérable parmi la population féminine ?**

Toutes les tranches sont touchées par la violence. Elles sont battues, qu'elles soient âgées de sept ou 77 ans.

**Quelle est la situation de la femme algérienne aujourd'hui ?**

Il y a eu une évolution, il ne faut pas se focaliser uniquement sur la violence. Aujourd'hui elle occupe l'espace public, elle travaille, elles sont plus nombreuses à l'université, c'est vrai qu'elles sont aussi nombreuses au chômage et ont des difficultés à trouver du travail mais leur situation s'améliore de plus en plus, elle a accès à l'éducation, au travail et les chiffres sont là pour le dire.

S. A.

## **ELLE A ÉTÉ ANNONCÉE LE 8 MARS 2015 PAR BOUTEFLIKA**

# Quelle suite pour la révision des dispositifs relatifs au divorce ?

Le Président Bouteflika, dans sa cérémonie traditionnelle du 8 Mars de l'année dernière, a annoncé la décision d'amender le code de la famille. Il s'agit des articles régissant les procédures de divorce qui devaient faire l'objet d'une révision et principalement les articles dédiés au Khol.

Une commission devait être installée pour clarifier entre autres les ambiguïtés et apporter des clarifications. Quelle suite a-t-on donnée à cette annonce, une année après ? Aucune.

Selon Soumia Salhi, militante du mouvement associatif féministe et syndicaliste, l'annonce a l'air d'être un simple effet d'annonce. D'ailleurs, dit-elle, le mouvement associatif dénonce cette disposition. Selon elle, la femme ne doit pas payer pour retrouver sa liberté. «Nous revendiquons une égalité homme-femme puisque la réputation existe toujours, pourquoi la femme n'a pas le droit de demander le divorce ?», dit-elle. Selon cette militante, la société civile notamment féministe continue de demander l'abrogation du code de la famille car il consacre l'oppression de la femme. «Nous voulons une égalité devant le mariage, le divorce et l'héritage car il n'y a aucune raison pour que la femme reste soumise dans un pays qui compte parmi ses diplômés 65% de femmes et un tiers des magistrats sont aussi des femmes», ajoute-t-elle.

Les pouvoirs publics, rectifie la militante, n'ont rien donné aux femmes. Ce qu'elle compte comme acquis aujourd'hui, dit-elle, elle l'a arraché durant une bataille qui a duré plus de 40 ans. Ceci, ajoute-t-elle, a été concrétisé notamment à travers la révision du code pénal et la criminalisation des violences faites aux femmes.

Elle est l'un des plus grands acquis dont le mouvement associatif se félicite : ce que stipule la loi n°15/19 du code pénal :

Le mouvement associatif estime que la loi n°15/19 du 30 décembre 2015 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal et qui criminalise la violence conjugale, le harcèlement de rue, le vol entre époux et la dépossession des biens de la femme par l'époux est une réponse à ses attentes et le résultat d'une longue lutte.

La loi stipule que quiconque, volontairement, cause des blessures ou porte des coups à son conjoint est puni ainsi qu'il écope d'un emprisonnement d'un an à trois ans si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité totale de travail de plus de 15 jours. D'un emprisonnement de deux ans à cinq ans s'il y a eu incapacité totale de travail de plus de 15 jours.

Dans ces deux cas, le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales. Il est prévu aussi la réclusion de dix à vingt ans, si les blessures ou les coups ont été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes.

De la réclusion à perpétuité, si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée. L'infraction est établie, que l'auteur réside ou pas dans le même domicile que la victime. L'infraction est également établie si les violences sont commises par l'ex-conjoint et qu'il s'avère qu'elles sont en rapport

avec la précédente relation de mariage.

L'auteur ne peut bénéficier de circonstances atténuantes si la victime est enceinte ou handicapée ou si l'infraction a été commise en présence des enfants mineurs ou sous la menace d'une arme. Dans ces cas, lorsqu'il y a pardon de la victime, la peine est de 5 ans à 10 ans de réclusion. La loi punit aussi d'un emprisonnement d'une année à 3 ans quiconque commet contre son conjoint toute forme de voies de fait, ou de violence verbale ou psychologique répétée mettant la victime dans une situation qui porte atteinte à sa dignité ou à son intégrité physique ou psychique. Est puni aussi d'un emprisonnement de 2 à 6 mois et d'une amende de 20 000 DA à 100 000 DA, ou d'une de ces deux peines quiconque importune une femme, dans un lieu public, par tout acte, geste ou parole portant atteinte à sa pudeur.

A moins que le fait ne constitue une infraction plus grave, est punie d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 100 000 DA à 500 000 DA toute agression, commise par surprise, violence, contrainte ou menace portant atteinte à l'intégrité sexuelle de la victime. La peine est l'emprisonnement de 2 à 5 ans si l'auteur est un proche parent ou si la victime est une mineure de 16 ans ou si le fait commis a été facilité par la vulnérabilité, la maladie, l'infirmité, la déficience physique ou psychique de la victime ou par un état de grossesse, que ces circonstances soient apparentes ou connues de l'auteur. En cas de récidive, la peine est portée au double.

S. A.